

Cabinet GOBIN expertise comptable et commissariat aux comptes

31 Bis rue du Haut

80260 Villers Bocage

Société Inscrite au tableau de l'ordre des Experts Comptables des Hauts de France

Membre de la compagnie régionale des Commissaires aux Comptes des Hauts de France

ASSOCIATION

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA SOMME

21 Rue François Génin

80000 AMIENS

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2025 AU 31 DECEMBRE 2025

ASSOCIATION

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA SOMME

21 Rue François Génin

80000 AMIENS

SOMMAIRE

- **RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS**
- **RAPPORT SPÉCIAL**

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2025 AU 31 DECEMBRE 2025

Cabinet GOBIN expertise comptable et commissariat aux comptes

31 Bis rue du Hauit

80260 Villers Bocage

Société Inscrite au tableau de l'ordre des Experts Comptables des Hauts de France

Membre de la compagnie régionale des Commissaires aux Comptes des Hauts de France

ASSOCIATION

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA SOMME

21 Rue François Génin

80000 AMIENS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2025 AU 31 DECEMBRE 2025

ASSOCIATION LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA SOMME

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2025

Aux adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre assemblée générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA SOMME relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, j'attire votre attention sur le point exposé dans le paragraphe « principes, règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable en application du règlement ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles, j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux adhérents

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

AMIENS, le 10 juin 2026

**Cabinet GOBIN expertise-comptable et
commissariat aux comptes**

A handwritten signature in blue ink, consisting of stylized, overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Franck GOBIN
Commissaire aux Comptes inscrit

BILAN

ACTIF	31.12.2025			31.12.2024	PASSIF	31.12.2025	31.12.2024
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net	Net			
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres (avant affectation)	215 358	211 328
Terrains					Résultat de l'exercice	14 215	4 030
Constructions					Subventions d'investissement	383 333	400 000
Matériels d'activités					Total	612 906	615 358
Autres immobilisations corporelles	581 109	32 939	548 170	2 775	FONDS DEDIES & PROVISIONS		
Immobilisations en cours				13 997	Fonds dédiés	10 000	6 366
Autres prêts et titres immobilisés				240 000	Provisions pour risques	11 765	5 000
Dépôts et cautionnements	2 364		2 364	2 364	Provisions pour charges	7 965	2 637
Total	583 473	32 939	550 535	259 136	Total	29 730	14 003
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks	876		876		Emprunts et dettes assimilées	150 000	150 000
Usagers - clients	83 417	1 400	82 017	89 615	Fournisseurs	94 387	9 654
Comptes courants Réseau					Dettes fiscales et sociales	31 879	41 041
Autres créances	141 722		141 722	385 267	Comptes courants Réseau		
Charges constatées d'avance	1 855		1 855	3 974	Autres dettes	14 800	42 464
Trésorerie	187 238		187 238	157 702	Produits constatés d'avance	30 541	23 173
Total	415 108	1 400	413 708	636 558	Total	321 607	266 333
Total	998 582	34 339	964 243	895 693	Total	964 243	895 693

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA SOMME

COMPTE DE RESULTAT	2025	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	52 461	69 025
Ventes de biens		
Prestations de service	271 954	237 345
Subventions d'exploitation	64 991	82 555
Dons et Mécénat		
Contributions financières	214 758	214 758
Reprises sur dépréciations et provisions	5 000	19 600
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés	6 366	
Autres produits	13 238	5 215
Total	628 767	628 498
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	197 249	187 857
Aides financières	84 000	84 000
Impôts et taxes	2 969	4 871
Salaires	190 751	216 479
Cotisations sociales	58 664	90 823
Dotations aux amortissements	29 542	1 493
Dotations aux dépréciations	1 400	
Dotations aux provisions	17 093	6 165
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	10 000	6 366
Autres charges	20 199	22 659
Total	611 866	620 713
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	16 901	7 785
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers	1 064	195
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	1 064	195
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières	3 750	
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total	3 750	
RESULTAT FINANCIER (II)	-2 686	195
RESULTAT COURANT (I + II)	14 215	7 979
Produits exceptionnels		551
Charges exceptionnelles		4 501
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		-3 950
Impôts sur les bénéfices		
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	14 215	4 030
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	1 215	
Bénévolat	7 884	
Total	9 099	
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	1 215	
Personnel bénévole	7 884	
Total	9 099	

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA SOMME

Compte de résultat et bilan de l'exercice 2025

ANNEXE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de **964 243 Euros** et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de **628 767 Euros** et dégageant un excédent de **14 214.86 Euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2025 au 31/12/2025.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Objet social et périmètre des activités de l'association : La Ligue de l'Enseignement de la Somme est une Association loi 1901, créée en 2018, sous la dénomination UNALEP SOMME (Union des Associations Laïques et d'Éducation Populaire) avec un changement de titre en janvier 2022.

La ligue de l'enseignement de la Somme a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes. Elle fédère et rassemble des personnes morales et des membres animés du même esprit.

Mouvement d'éducation populaire, elle invite les femmes et les hommes à débattre et agir afin de :

1- Permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y situer, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser, à tous les niveaux politiques, le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuses de justice sociale et attachée à la paix

2- Développer toutes les initiatives collectives et associatives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes, par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport aux vacances et aux loisirs.

3- Faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle, qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente pour :

a. Garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation républicaine des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens.

b. Combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment en raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle.

De par son projet, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE 2025 ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

- Ouverture en août 2025 d'une crèche en concession sur 8 ans, de 2025 à 2033. Le coût global de l'aménagement a été de **574 938 €**. Il est financé par une subvention d'investissement de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de 400 000 €, par un prêt de France Active de 150 000 € et par des fonds propres de 24 938 €. En 2025, la crèche a dégagé un résultat déficitaire de **-28 786 €**. Constituée de 16 berceaux, elle est située à la cité administrative d'Amiens et elle est nommée **Les petits pieds de la vallée**. 6 nouveaux salariés ont été embauchés, dont 1 directrice, 2 auxiliaires de puériculture, 2 agents d'accueil et 1 agent polyvalent d'entretien ;
- La mission Pôle d'appui au développement (PAD) du service civique s'arrête au 31 décembre 2025 ;
- Prolongation de la date de fin de l'action Education à la citoyenneté numérique (ECN) 2023-2025 du 31 juillet 2025 au 31 décembre 2025 ;
- Notons que 2 des salariés ont été en congé maternité au cours du 1^{er} semestre 2025.

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

Continuité de l'exploitation.

Changement de méthodes comptables induit par la première application du nouveau règlement ANC 2022-06 impactant la présentation des états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans le règlement.

Indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

Changement de méthode comptable : Les méthodes d'évaluation retenues et la présentation des comptes annuels n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques				
Terrains				
Constructions et agencements				
Matériel d'activités				
Agencements & aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel Bureau et informatique	7 690,45		1 518,99	6 171,46
Autres immobilisations corporelles		574 937,54		574 937,54
Immobilisations en cours	13 997,00		13 997,00	
Total	21 687,45	574 937,54	15 515,99	581 109,00

b) Acquisitions et désinvestissements

Réalisation de l'aménagement de la coque vide de la crèche à la cité administrative d'Amiens pour un montant total de 514 752.16 €, acquisition des mobiliers et autres immobiliers pour la crèche pour un montant total de 58 188.70 €, acquisition pour la directrice de la crèche des meubles de bureau pour un montant total de 965.88 € et d'un ordinateur portable pour un montant de 1 030.80 €.

c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%				
Constructions et agencements	13%				
Matériel d'activités	33% à 20%				
Agencements & amén. divers	50% à 20%				
Matériel de transport	25%				
Matériel Bureau et Informatique	33% à 20%	4 915,84	1 289,37	1 518,99	4 686,22
Mobilier de bureau	20%		28 252,43		28 252,43
Autres immobilisations corporelles	50% à 20%				
Total		4 915,84	29 541,80	1 518,99	32 938,65

2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Prêts			
Autres prêts			
Titres			
Dépôts et cautionnements	2 364.38		2 364.38

3. Stocks

La valeur du stock au 31 décembre 2025 est constituée de produits d'entretien pour une valeur totale de 482.35 € et de couches pour une valeur totale de 393.84 €.

4. Usagers

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	17 940.58		17 940.58
Usagers douteux	1 400.00	1 400.00	
Usagers non encore facturés	64 076.00		64 076.00
Total	83 416.58	1 400.00	82 016.58

5. Autres créances

	Montant	- d'1 an	-+d'1 an
ORANGE	41,88	41,88	
SDJES 80 JEUNESSE ET SPORT	9 607,00	7 107,00	2 500,00
CAISSE DES ALLOCATIONS FAMILIALES	8 819,33	8 819,33	
LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT NATIONAL	36 662,04	36 662,04	
UFOLEP DE LA SOMME	7 561,86	7 561,86	
LIGUE ENSEIGNEMENT NORD-PAS-DE	18 004,00		18 004,00
LIGUE 60	39 588,58	39 588,58	
CRAJEP HDF	21 437,15	4 858,53	16 578,62
	141 721,84	104 639,22	37 082,62

6. Charges constatées d'avance

LOYER CHARGES ET MENAGE DU JANVIER 2026	1 268,70
LOCATION VEHICULE JANVIER 2026	586,73
	1 855,43

7. Trésorerie

Disponibilités		
51210000	Crédit mutuel – compte principal	134 673.27
51220000	Crédit mutuel - petit compte	60.27
51230000	Crédit mutuel - crèche	50 909.68
51700000	Crédit mutuel – livret bleu	1 563.92
53000000	Caisse	30.97
		187 238.11

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Réserves					
Report à nouveau	211 328,00	4 030,00			215 358,00
Excédent ou déficit de l'exercice	4 030,00	-4 030,00	14 214,86		14 214,86
Situation nette	215 358,00	0,00	14 214,86		229 572,86
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	400 000,00			16 666,67	383 333,33
Provisions réglementées					
TOTAL I	615 358,00	0,00	14 214,86	16 666,67	612 906,19

2. Subventions d'investissement

Subvention d'investissement de la CAF d'un montant de 400 000 € pour la construction de la crèche d'Amiens, cet investissement sera affecté au résultat sur 8 ans de septembre 2025 à août 2033.

3. Fonds dédiés

	Début	Reports	Utilisations	Fin
Subvention SDJES Service Civique et Handicap	6 000,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
Subvention SDJES Parcours Engagement		4 000,00		4 000,00
Subvention Conseil Départemental La Lecture	366,00		366,00	0,00
Total	6 366,00	10 000,00	6 366,00	10 000,00

4. Provisions et dépréciations

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques				
Engagement de retraite du personnel (1)	2 637,05	5 327,61		7 964,66
Provisions pour charges	2 637,05	5 327,61		7 964,66
Immobilisations financières				
Usagers				
Autres créances	5 000,00	11 765,13	5 000,00	11 765,13
Dépréciations	5 000,00	11 765,13	5 000,00	11 765,13
Total	7 637,05	17 092,74	5 000,00	19 729,79
Dotations / reprises d'exploitation		17 092,74	5 000,00	
Dotations / reprises financières				
Dotations / reprises exceptionnelles				
Total		17 092,74	5 000,00	
(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet			5 000,00	
(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet				
Total			5 000,00	

La reprise de provision pour risque de 5 000 € pour la perte de subvention pour le projet Récital.

Une provision pour risque d'un montant total de 11 765.13 € pour la perte de subvention (JEP J2R de 2 500 €, CPO UR 2024 de 6 600, Fonjep de 2 665.13 €)

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence jusqu'à 10 ans d'ancienneté et 1/3 au-delà pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 40%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

5. Emprunts et dettes assimilées

Un emprunt de France Active pour un montant de 150 000 € remboursable sur 7 ans de 2025 à 2031 a été contracté pour l'aménagement de la crèche.

6. Dettes Fournisseurs

	Montant	- 1 an	+ 1 an
ESSpace Amiens	4 120,14	4 120,14	
Fournisseurs divers	1 260,96	1 260,96	
Gros entretien et renouvellement	6 131,81	6 131,81	
Ansamble	554,99	554,99	
APAC assurances	309,57	309,57	
Autosphere lease	586,73	586,73	
Bip n go	28,50	28,50	
Hugo collain	150,00	150,00	
Konica	36,85	36,85	
Le mouvement associatif	2 813,58	2 813,58	
	15 993,13	15 993,13	0,00
Fournisseurs, facture non parvenue :	Montant	- 1 an	+ 1 an
Ligue 60 (ingénierie, coordination et suivi crèche)	16 000,00	16 000,00	
Ligue 60 (suivi compta, social et MAD infirmier)	9 650,60	9 650,60	
Cabinet Gobin (honoraires CAC)	6 240,00	6 240,00	
Esprit vert (séjour aout)	2 959,50	2 959,50	
Union Régional (coordination régional CPO)	43 492,00	43 492,00	
ESSpace Amiens (frais bancaires)	52,09	52,09	
	78 394,19	78 394,19	0,00

7. Dettes fiscales et sociales

Dettes prov./conges payes	9 725,52
Urssaf	9 838,16
Ag2r la mondiale retraite	2 810,62
Ag2r prévoyance	886,62
Mutuelle aesio	228,54
Charg.soc./conges a payer	5 041,86
Autr.charg.social.a payer	2 969,00
Organisim sociaux produits a recevoir	31,28
Prelevement a la source	347,18
	31 878,78

8. Autres dettes

Notes de frais	158,78
Usep somme	9 055,42
Divers charges à payer	5 586,00
	14 800,20

9. Produits constatés d'avance

La part départementale des affiliations de notre fédération, comptabilisées entre septembre et décembre 2025 pour la saison 2025-2026, correspond à un montant global de 30 540.89 €. Cela représente 8/12^{eme} du produit comptabilisé sur 2025.

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Produits d'exploitation

a) Cotisations

Les appels à cotisation sont les faits générateurs pour les cotisations des adhérents.

	Exercice clos	Exercice précédent
Adhésions part départ Usep	18 332.41	18 865
Adhésions part départ Ufolep	33 752.51	43 539
Adhésion Départ Asso	376.26	531
APAC TGA		6 090
TOTAL	52 461.18	69 025

b) Vente de prestations de service

	Exercice clos	Exercice précédent
Prestations de service	147 670.42	203 133
Prestation de service – petite enfance	91 291.31	
Produits Activités Annexes	395.26	801
Produits Activités Annexes (Service Civique)	32 596.99	33 411
TOTAL	271 953.98	237 345

c) Subventions d'exploitation

	Exercice clos	Exercice précédent
DRAJES FDVA Formation Bénévoles		
DDETS Cité Educative Séjours		
SDJES 80 Service Civique et Handicap	6 000.00	6 000.00
SDJES 80 Guide Asso	8000.00	6 000.00
SDJES 80 Junior Asso		2 000.00
SDJES 80 Poste Fonjep	20 724.00	23 055.00
Lianes Coopérations - Récital		5 000.00
DRAJES Vacances apprenantes	9 600.00	32 000.00
SDJES 80 Parcours engagement	4 000.00	5 000.00
SDJES 80 Transition écologique		2 500.00
Conseil départemental 80		1 000.00
CAF – Quote-part subvention d'investissement virée au résultat	16 666.67	
TOTAL	64 990.67	82 555.00

d) Contributions financières

	Exercice clos	Exercice précédent
CPO national	214 758.00	214 758.00
Total	214 758.00	214 758.00

e) Autres produits

	Exercice clos	Exercice précédent
Produits divers de gestion courante	10 052.29	120.78
Indemnité d'assurance	3 185.41	
Total	13 237.70	120.78

2. Produits financiers

Autres intérêts et produits assimilé 1 063.92

3. Charges financières

Charges d'intérêt 3 750.00

4. Produits exceptionnels

Néant

VI - AUTRES INFORMATIONS**1. Effectif**

Salarié (hors "CEE")	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres	1	1	3	1.85
Employés	9	4.54	5	2.44
Emplois aidés	0	0	0	0
Total	10	5.54	8	4.29

(1) Effectif à la clôture quel que soit la durée de travail (2) Équivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	Exercice clos		Exercice précédent	
	Nb de	Nb de journées	Nb de	Nb de journées
Contrat CEE	4	1.06	12	3.28

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédits-bails et locations de longue durée

Non significatif

4. Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires de 6 240 € pour 2025, dont 840 € du complément d'honoraire pour la prise de connaissance de l'association.

5. Autres engagements hors bilan

Néant

6. Contributions volontaires en nature

a) Mise à disposition gratuite et prestations en nature

MISE A DISPOSITION GRATUITE (salles, matériels, autre...)		
Bureau mises à disposition par les partenaires	2 bureaux pour 5h total/ 30€/heure	150
Salles mises à disposition par les partenaires	9 salles pour 35.5h total/ 30€/heure	1 065
Salles mises à disposition par les partenaires	Événements	0
Dons de matériels		0
		1 215

b) Bénévolat / Personnel bénévole

Taux horaire SMIC brut au 01/11/2024 = 11,88 €

charges patronales 40% 4,75 €

taux horaire SMIC chargé = 16.63 €

BENEVOLAT / PERSONNEL BENEVOLE									
	Catégorie	Nombre de rencontres	nbre de réunions ou tps de W	nbre de personnes	nbre d'heures	total heures	taux horaire /Smic	taux horaire €	Montant
VIE STATUTAIRE	AG	1 AG	1	12	3	36	2	33.26 €	1 197.50
	CA	4 CA	4	12	2	96	2	33.26 €	3 193.34
	BUREAU	3 BUREAUX	3	4	2	24	2	33.26 €	798.34
Autres	EDUCATION	5	5	47	21	160	1	16,63 €	2 661.12
Autres	PETITE ENFANCE	2	2	2	2	4	1	16.63 €	33.26
TOTAL BENEVOLAT						1 251			7 883.57



RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS VISÉES
À L'ARTICLE L 612-5 DU CODE DE COMMERCE

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2025 AU 31 DECEMBRE 2025

ASSOCIATION LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA SOMME

RAPPORT SPÉCIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISÉES À L'ARTICLE L 612-5 DU CODE DE COMMERCE

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER 2025 AU 31 DECEMBRE 2025

Aux Adhérents,

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

En application de l'article L 612-5 du code de commerce, je dois vous présenter un rapport sur les conventions réglementées dont j'ai été avisés.

Il ne m'appartient pas de rechercher l'existence d'autres conventions mais de vous communiquer, sur la base des informations qui m'ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont j'ai été avisées, sans avoir à me prononcer sur leur bien-fondé.

Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

J'ai effectué mes travaux selon les normes de la profession applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui m'ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Je vous informe qu'il ne m'a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L 612-5 du code de commerce.

AMIENS, le 10 juin 2026

**Cabinet GOBIN expertise comptable et
commissariat aux comptes.**



Franck GOBIN
Commissaire aux Comptes inscrit